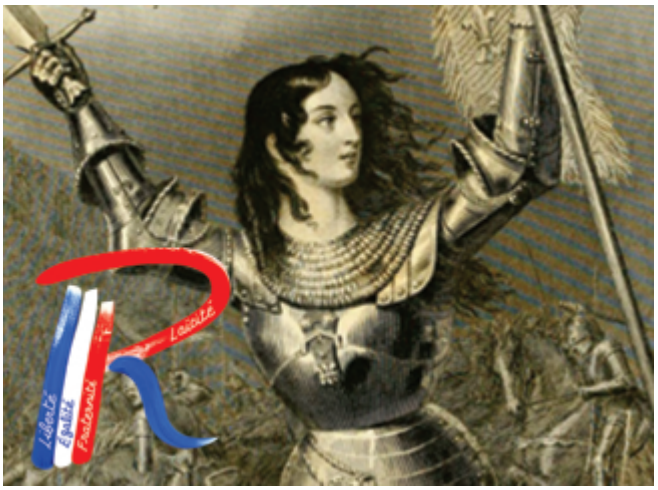
Les « fake news », vainqueur des élections au Cameroun ?

écrit par Georges Simon | 20 octobre 2018



Paul Biya aurait remporté les élections et entamerait donc un septième septennat. Au pouvoir depuis 36 ans, sa victoire est contestée par son principal opposant Maurice Kamto. Le Conseil constitutionnel a en principe jusqu'à lundi pour confirmer son élection, mais comme il a refusé de donner suite aux contestations de l'opposition, Paul Biya peut dormir sur ses deux oreilles…

Christine Tasin

À l'instar de ce que l'on a pu observer un peu partout à travers le monde, les "fakes news" semblent dorénavant jouer le rôle d'arbitre dans les scrutins. Si les réseaux sociaux, malgré les tentatives des géants de l'informatique de réguler ce phénomène, restent le terrain privilégié de la propagation de fausses informations, la presse n'est pas non plus épargnée par l'épidémie de rumeurs. L'élection présidentielle camerounaise a permis de fournir un cas d'école du paroxysme de ce phénomène des fausses informations.

La campagne électorale camerounaise a beau s'être déroulée

« d'une manière parfaitement démocratique, » comme constaté par l'Union Africaine, la liberté d'expression réelle dont ont bénéficié les candidats a aussi été l'occasion de voir les rumeurs se diffuser et être prises pour argent comptant ; et ce alors qu'il s'agissait de fausses nouvelles. De faux ralliements à des candidats d'opposition par certaines personnalités ont ainsi été notés, puis démentis vigoureusement par ces derniers.

Dernier exemple en date: la fille du Président Paul Biya, Brenda Biya, aurait envoyé des SMS afin de demander à ce que l'on laisse son père se reposer et être tranquille après 36 ans de pouvoir. L'opposition s'est fait plaisir. Et Whatsapp, si populaire au Cameroun, en a été parasité toute la journée !

La fausse affaire des vrais observateurs

Dans ce maelström de "fake news", une affaire est apparue récemment et réunit tous les éléments de la parfaite fausse information, mêlant le déroulement du scrutin, la crainte de fraudes, et les résultats du vote.

Des vrais observateurs indépendants ont été désignés comme étant des employés de l'ONG *Transparency International*. Ces vrais observateurs indépendants, enregistrés tout à fait officiellement auprès du ministère de l'intérieur, n'étaient pas employés par l'organisation, mais, après avoir été formés à la détection de fraudes, transmettaient, via l'application de Transparency International, les irrégularités éventuellement constatées.

Après une conférence de presse où ils étaient décrits, malgré-eux, comme des membres de Transparency International, le feu s'est propagé comme la poudre. Communiqué officiel de Transparency à Londres, puis adoubement des observateurs par Transparency au Cameroun – qui tient à préciser que les observateurs ne sont pas « membres de Transparency » mais « répondent de Transparency. »

La confusion entre le fait de ne pas être employé par l'ONG, et le fait de ne pas être observateurs s'est répandue comme une traînée de poudre, allant jusqu'à être reprise le site de RFI.

La longue liste des rumeurs autour de l'élection

Cette affaire des observateurs ne fut pas le seul cas de fausse information. Ainsi le candidat Maurice Kamto, en violation totale du code de procédure électoral, s'est auto-proclamé vainqueur du vote, alors même qu'aucun résultat n'avait été annoncé.

Le nom du vainqueur ne sera dévoilé qu'entre le 15 et le 22 octobre, par le Conseil Constitutionnel. Et pour, là encore, jeter de l'huile sur le feu, les soutiens de M. Kamto ont tenté de faire croire que les forces de l'ordre avaient tenté de pénétrer dans le QG du candidat afin de procéder à une arrestation. Aucune de ces rumeurs ne s'est révélée être vraie.

Dernier exemple, et non des moindres, celui touchant à Internet. Il suffisait de surfer 5 minutes sur le Web, la veille du scrutin, pour lire des avertissements: « *le gouvernement va couper internet le jour du vote, préparez vos VPN* » pouvait-on lire ici. Mais les choses ne se sont pas déroulées ainsi: les fournisseurs d'accès ont opposé un démenti, démontrant que le jour du scrutin avait été une journée de grande activité sur l'internet camerounais, et qu'aucun souci (ni coupure, ni ralentissement) n'avait été noté.

Dans le difficile exercice électoral, qui nécessite rigueur et responsabilité, les "fake news" risquent de jouer de plus en plus comme un élément perturbateur que les démocraties vont devoir prendre en compte.

Note de Christine Tasin

C’est un grave sujet qui est soulevé ici par Georges… si grave que Macron veut traquer la « fake news » et la faire condamner par la justice.

En effet, l’information, vraie ou fausse, circule intensément sur le net, que ce soit sur les réseaux sociaux ou sur les sites des journaux. Et chacun de dénoncer les mensonges de l’autre, les manipulations…

Macron, expert en manipulation tous azimuts, en mensonges aussi si on en croit l’affaire Benalla, connaît trop bien le sujet pour l’abandonner à ses ennemis. D’où la loi sur les fake news qui s’accompagne, forcément et automatiquement de limites sérieuses à la liberté d’expression.

Vouloir interdire les fake news c’est marcher vers la dictature. Parce que nous sommes bien placés, à *Résistance républicaine,* pour connaître et dénoncer les mensonges, manipulations et autres fake news de la presse officielle pour ne pas se méfier d’une presse d’état, estampillée comme « juste » par un pouvoir stalinien.

C’est une bataille difficile de plus pour les candidats, c’est vrai, mais à chacun de surveiller, démentir, prouver sa bonne foi, prouver les manipulations…

Ne dit-on pas que Kurz, en Autriche, a subi une campagne particulièrement odieuse ? La gauche était allée jusqu’à fabriquer de fausses pages facebook pour le discréditer.

http://resistancerepublicaine.com/2017/10/09/elections-en-autriche-la-gauche-fabrique-de-fausses-pages-facebook-pour-discrediter-son-adversaire/

Il a tout de même gagné..